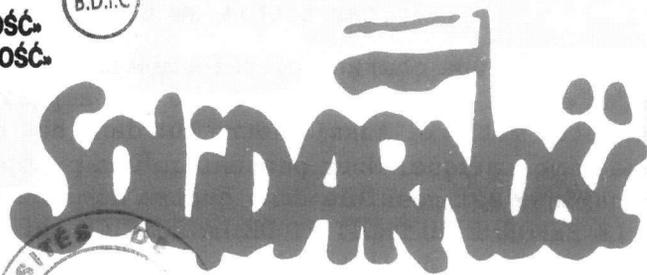


NEWS

Bi-mensuel

nr 129
1-15 mars 1989



ISSN 0771-9388

Éditeur responsable : Jerzy Milewski

9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

AVANCEES AUTOUR DE LA TABLE RONDE

A l'entrée de la phase finale des négociations de la table ronde, nombre de voix ont fait entendre leur insatisfaction de la lenteur des progrès et de l'absence de concrétisations immédiates. Le Président de NSZZ Solidarnosc Lech Walesa l'a souligné à de multiples reprises lors de sa récente tournée des grands centres d'implantation du Syndicat indépendant (dans chaque ville, l'audience était importante, atteignant parfois 40 à 50 mille personnes); il déclarait en effet "savoir les ouvriers impatients" et que s'il leur demandait de "laisser une chance aux négociations de la table ronde", il ne cachait pas qu'en cas d'échec, "il faudrait reprendre tous ensemble la lutte en avril et mai". Après la rencontre de Lech Walesa avec le général Kiszczak, le 7 mars, les négociations semblent avoir repris un nouvel élan.

LE PLURALISME - CONDITION SINE QUA NON

Depuis l'ouverture de la table ronde, le pouvoir dit avoir accepté la légalisation de NSZZ Solidarnosc et aussi celle du Syndicat des Agriculteurs NSZZ Solidarnosc RI; les autorités ont soudain marqué certaines réticences au sujet de l'Association Indépendante des Etudiants (NZS) mais lors de la rencontre du 7 mars entre L. Walesa et le général Kiszczak, le Président de NSZZ Solidarnosc a insisté pour que dans le communiqué clôturant la réunion, un engagement soit pris sur l'avenir du NZS.

LES REFORMES POLITIQUES - PROPOSITIONS

Les propositions annoncées ont fait sensation, notamment les élections libres au Sénat à créer, une représentation minoritaire de l'opposition à la Diète (35% de sièges). Dans ce domaine de multiples incertitudes demeurent encore, comme les compétences réelles de ce nouveau Sénat, le mode d'élection du Président et ses prérogatives ou la loi électorale. De nombreux détails restent donc encore à négocier. NSZZ Solidarnosc accepte de prendre le risque de consentir à ces élections semi-démocratiques car elles ne doivent être que le premier pas vers une transformation totalement démocratique de la vie sociale et politique. Les communistes, pour leur part, y voient un moyen de gagner du temps pour consolider leur pouvoir.

AILLEURS - MANQUE DE PROGRES

Autour des autres sous-tables rondes, les points de divergences restent nombreux et paraissent souvent insurmontables. Ainsi à la table des réformes économiques où le pouvoir refuse de considérer la nécessité fondamentale de mettre fin à la suprématie de la politique sur l'économie et donc de supprimer la nomen-

klatura. Sans sa mise en question, toute réforme demeure fragile. En matière de presse, NSZZ Solidarnosc demande un libre accès aux médias, que le pouvoir semble accepter à l'exception catégorique de la radio et télévision où les autorités ne veulent faire aucune concession et qu'elles entendent conserver sous leur étroite surveillance. En matière de politique sociale, NSZZ Solidarnosc demande l'indexation des salaires, facteur de justice et de paix sociale; les représentants économiques du pouvoir paraissent l'avoir acceptée mais pour les plus bas salaires seulement. Pour ce qui est de la politique budgétaire, NSZZ Solidarnosc avait demandé la réduction de 20% des budgets des ministères de la défense et de l'intérieur; après avoir riposté sévèrement à cette proposition, le pouvoir paraît depuis vouloir enterrer la question. Sur d'autres thèmes, les concessions du pouvoir se limitent à de vagues déclarations d'intention qui s'évanouissent quand les représentants de NSZZ Solidarnosc veulent passer à leur mise en pratique concrète: les progrès sont minces ou insuffisants pour l'instant en matière d'auto-gestion territoriale, sur les questions minières, sur la réforme des tribunaux, ...

A présent que la fin des réunions des groupes de travaux est prévue pour le 20 mars et la clôture plénière de la table ronde pour le 3 avril, et sans savoir si d'ici là les problèmes irrésolus seront réglés, il apparaît clairement que le succès principal de cette table ronde et de l'action de Lech Walesa aura été, depuis la fin des grèves d'août, pendant ces quelques mois d'incertitudes puis de débats, de permettre de relancer largement l'activité au grand jour de NSZZ Solidarnosc et de lui permettre ainsi de se préparer dans les meilleures conditions pour sa légalisation.

LA POLITIQUE DANS UNE PERIODE DE TRANSITION
par Bronislaw GEREMEK, conseiller de NSZZ Solidarnosc.

Notre groupe chargé des réformes politiques est placé devant une tâche très difficile puisqu'il existe un grand écart entre nos aspirations de démocratie et les positions des autorités en cette matière. Aussi, notre but dans ces négociations est d'enclencher une certaine dynamique démocratique. Nous pensons qu'une prompte introduction de mécanismes qui engageront cette dynamique est possible dans quatre domaines:

LA REFORME DU DROIT ET DE LA JUSTICE qui doit consister non seulement en une élimination de la législation de l'état de guerre, encore maintenue dans les lois, mais aussi doit consister en l'indépendance des juges et des tribunaux. C'est là une garantie fondamentale des réformes politiques.

LES MASS-MEDIA constituent un des monopoles majeurs préservés par le présent régime politique. Cette situation n'est plus tolérable. La philosophie des accords sociaux que nous essayons d'atteindre, présuppose la réduction des domaines de conflits par la création de mécanismes de résolution de ces conflits. Cela n'est pas possible sans démocratisation des médias. Notre but est ici de retrouver le droit à une juste information et la base légale pour des initiatives culturelles indépendantes. Aussi longtemps qu'il n'y aura pas d'accès démocratique aux mass-média, y compris la radio-tv, le monopole d'un seul parti, d'une seule idéologie, d'un seul système d'information demeurera. Et enfin, il y a encore à réformer la question de la censure.

LA LIBERTE D'ASSOCIATION qui doit éliminer l'actuel arbitraire administratif par lequel le pouvoir contrôle totalement le droit d'association. Cela est essentiel pour le processus de démocratisation ainsi que pour NSZZ Solidarnosc elle-même, car par la création d'associations politiques, culturelles indépendantes, notre Syndicat pourra s'occuper prioritairement des questions syndicales.

L'AUTOGESTION TERRITORIALE (démocratisation de la vie municipale). Depuis la dernière campagne des élections communales (quand en juin 88, le droit de présenter des candidats est resté sévèrement contrôlé par le parti), la totale subordination des administrations locales et des pouvoirs municipaux a été révélée au grand jour. Il est nécessaire d'introduire par la base dans le pouvoir politique et administratif local une juste représentation de la société.

Ce sont là nos principales revendications pour ce qui est des réformes politiques. Elles sont justifiées par la nécessité prompte d'introduire dans les différents domaines de la vie publique des mécanismes qui entraîneront ce que j' ai appelé une dynamique de démocratisation.

Du côté du pouvoir, l'attente porte surtout sur les élections. Alors qu'en septembre 1988, nous pensions que le prix à payer pour la relégislation de NSZZ Solidarnosc serait dans les domaines sociaux et économiques, aujourd'hui, cela porte sur des concessions politiques. C'est paradoxal: si les autorités acceptent que NSZZ Solidarnosc soit un syndicat, les questions politiques devraient être exclues de la négociation sur sa relégislation. Mais il en va autrement. Indubitablement, tous les Polonais aspirent à des élections libres. Et telle est, telle doit être la position de NSZZ Solidarnosc aux discussions. Nous pouvons cependant admettre que la transition d'un système totalitaire vers la démocratie ne peut s'opérer d'un coup. C'est pourquoi il nous faut réfléchir à une période de transition, signifiant une limitation temporaire de la démocratie avant des élections libres. En clair, les prochaines élections (dans quatre ans; la présente législature se termine en automne et le pouvoir souhaite organiser des élections anticipées avant les vacances) doivent être libres. Quelque soit le compromis qui sera conclu comme prix de la relégislation de NSZZ Solidarnosc, il devra assurer la garantie que les prochaines élections seront libres. Et en même temps, il devra dès à présent assurer la liberté de présenter des candidats et de choisir entre plusieurs candidats.

Il peut exister diverses solutions spécifiques pour cette période transitoire. Cependant, il est une limite qui ne peut être franchie. Pour nous, c'est la proposition faite par le pouvoir d'une plate-forme et d'une liste électorale commune; cela est pour nous inacceptable. C'est là un point central du conflit d'intérêts et d'aspirations entre les deux parties de la table ronde, qui peut faire peser

un doute sur l'ensemble de l'accord devant conduire à la relégislation de NSZZ Solidarnosc. Si nous devons arriver à un accord, il est doit être clair et public: nous devons déclarer publiquement et clairement le prix que nous payons pour la légalité de notre Syndicat. C'est la condition première du soutien social.

Il y a diverses façons de limiter les principes démocratiques des élections, par exemple en assurant des garanties au Parti, alors que le choix des candidats indépendants se ferait par des élections entièrement libres. Une autre solution consiste à diviser la répartition des mandats selon une proportion prédéterminée. Néanmoins, il est impensable qu'une quelconque répartition des mandats fut basée sur l'abrogation du droit civil d'avancer des candidats et de les choisir.

Les autorités font pression pour anticiper les élections mais je ne crois pas que cette idée aille dans l'intérêt du processus démocratique. Après 40 ans sans institutions démocratiques, il est difficile d'imaginer une soudaine éruption de la culture politique qui donne son sens aux élections et donne conscience des différentes options que l'on choisit.

Tels sont les principes généraux guidant notre position à la table ronde. Nous verrons ce qu'apportera l'autre partie et nous répondrons à ces propositions. Une chose est certaine: au sujet des élections, il existe une limite non seulement politique mais aussi morale que NSZZ Solidarnosc ne franchira pas au risque de perdre son identité.
(Source: Tygodnik Mazowsze, n° 281-8.2.89).

B.F.

N° 129

CONGRES DES DELEGUES DE NSZZ SOLIDARNOSC DE HAUTE-SILESIE Plus de 200 délégués de NSZZ Solidarnosc représentant tous les niveaux de l'activité syndicale indépendante dans la région de Haute-Silésie (Slask- Dabrowski) se sont réunis en Congrès les 24-26 février. Les participants y ont voté la création d'une Assemblée des Délégués de NSZZ Solidarnosc de la région Slask-Dabrowski comme plus haute instance syndicale régionale jusqu'à ce qu'une convention plénière des délégués puisse se tenir. Le Congrès a nommé la Commission Régionale Exécutive (RKW) comme instance exécutive aux fonctions clairement définies. Sa composition présente de 12 membres doit être flexible et assurer le fonctionnement au jour le jour. La RKW a été chargée de constituer la Commission Régionale d'Intervention et de Légalité ainsi que de fixer les principes de récolte des cotisations syndicales et de répartition des allocations. Alojzy Pietrzyk, membre de la KKW de NSZZ Solidarnosc et représentant du Syndicat à la table ronde sur les questions minières, a été élu président de la RKW. Les délégués ont voté une résolution condamnant l'emprisonnement de Vaclav Havel et d'autres militants tchécoslovaques des droits de l'homme; ils ont aussi adressé leurs félicitations au syndicat indépendant hongrois des ouvriers nouvellement constitué. Dans leur déclaration sur la situation polonaise, les délégués affirment entre autres: "Huit ans d'efforts réformistes du pouvoir n'ont fait qu'approfondir le déclin économique. Nous rejettons toutes les solutions superficielles. Des réformes fondamentales sont nécessaires afin de transformer l'économie du socialisme réel en économie normale de marché. Les entreprises d'état doivent être libérées de l'ingérence de l'appareil du pouvoir et toutes les formes de propriété des moyens de production doivent être mises sur pied d'égalité. Nous demandons une véritable socialisation des moyens de production et donc de rendre les ouvriers propriétaires de leurs entreprises. Les directeurs d'usines ne doivent être imposés par la nomenklatura mais choisis selon leur mérite".

l'industrie (actuellement, les médecins gagnent 40% de moins et les infirmières 60% de moins que le revenu moyen dans l'industrie). 7. Il est impératif de créer des conditions favorables aux initiatives sanitaires indépendantes.

SOUTIEN DE NSZZ SOLIDARNOSC AUX PRISONNIERS POLITIQUES DU BLOC DE L'EST Lech Walesa, Marek Edelman, B. Geremek, J. Kuron, A. Michnik et W. Woroszyński ont adressé le 1 février un appel au président roumain Ceausescu demandant la fin immédiate des persécutions à l'encontre de la dissidente Doina Cornéa.

45 militants et responsables de NSZZ Solidarnosc, dont de nombreux membres du Comité Civique, ont adressé le 3 février au Soviet Suprême un appel pour la libération des membres du Comité Karabakh.

LES SYNDICALISTES DE SZCZECIN POUR LA TABLE RONDE

Après la récente visite de Lech Walesa à Szczecin, le Comité Inter-entreprises d'Organisation (MKO) a dans un appel demandé à tous les militants de soutenir les efforts du Syndicat engagé dans la table ronde. "Nous sommes à la veille du retour de notre Syndicat à l'existence légale", indique cet appel, "quelles sont nos attentes ? Avant tout, nous voulons que NSZZ Solidarnosc protège les droits et les intérêts de tous les travailleurs. De plus, nous attendons que par l'influence du Syndicat, s'engage un processus évolutionnaire d'introduction de mécanismes démocratiques dans la vie politique. Nous soulignons encore une fois notre volonté que le Syndicat soit libre et indépendant à tous les niveaux. Notre Syndicat luttera pour assurer la réalisation de l'ensemble des libertés humaines contenues dans la Charte des Droits de l'Homme. Nous pensons que notre devoir de syndicalistes est de dire la vérité, même si elle est désagréable. Malgré sept longues années d'expériences difficiles, nous devons saisir l'opportunité offerte par la table ronde. Notre souci de notre pays et notre sens des responsabilités nous dictent d'accepter ce défi. C'est pourquoi nous demandons une action déterminée vers les réformes et la démocratisation, par la voie du dialogue et du compromis."

DEVELOPPEMENT DE L'ACTION SYNDICALE A NOWA HUTA

Aux Aciéries Lénine de Nowa Huta où on comptait parmi tous les ateliers 20 cellules syndicales de NSZZ Solidarnosc il y a un an, on en dénombre 70 à présent. 6 mille ouvriers sont membres actifs du Syndicat. Les ouvriers soulignent le besoin d'avoir leur syndicat fonctionnant normalement afin de veiller à la sécurité du travail et à la sécurité sociale. La direction ne traite plus les responsables de ces cellules syndicales comme des représentants de groupes informels mais bien comme des représentants de NSZZ Solidarnosc. Même les néo-syndicats officiels OPZZ semblent avoir changé leur attitude envers NSZZ Solidarnosc et recherchent des contacts. L'avenir proche reste cependant encore sombre: certains ouvriers ne croient pas au succès de la table ronde, alors que bien des revendications ouvrières restent en suspens tandis que l'inflation croît.

POSITION DE NSZZ SOLIDARNOSC SUR LA REFORME DES SOINS DE SANTE

La Commission de la Santé du Comité Civique auprès du Président de NSZZ Solidarnosc a adopté une position dénonçant l'approfondissement de la crise du système de santé et a présenté une liste de revendications pour sa réforme. 1. Les questions de santé sans égard de la crise économique doivent être mises au premier plan. 2. Une prompte réforme du système sanitaire est impérative vers une réelle socialisation, c-à-d le libérant des contraintes bureaucratiques et du despotisme administratif ainsi que garantissant l'autonomie des institutions de santé. 3. L'accès aux soins de santé dépend de plus en plus des capacités financières; une juste protection sanitaire doit être assurée sans égard des revenus. 4. Tous les fonds d'assurance de santé doivent être placés sous contrôle social et être utilisés par le système de santé et non disparaître dans le budget de l'état. 5. La production pharmaceutique doit être rapidement relancée. L'importation de médicaments doit devenir prioritaire parmi tous les biens importés. 6. Les salaires dans les soins de santé doivent croître au niveau des salaires dans

APRES LE SEISME EN ARMENIE, DES MILLIERS DE CERCUEILS

Un entretien avec Kazimierz GRAJCAREK, président de la Commission d'Entreprise de NSZZ Solidarnosc de la mine "Silésie", qui participa aux opérations de sauvetage en Arménie.

Question : Comment as-tu pu être inclu dans l'équipe polonaise de sauvetage ?

Réponse : Je ne sais pas. Notre groupe a été convoqué à la mine même et informé de notre envoi là-bas. Une liste de 10 personnes était prête; chacun dut donner son accord. Personne ne refusa; nous sommes des sauveteurs miniers de profession, c'est donc notre devoir.

Q : Tes premières impressions sur place ?

R : Nous sommes arrivés à Leninakan une semaine après le tremblement de terre. On ne voyait que des ruines et des feux de camp où se chauffaient les sans-abri. Les enfants dormaient dans des caisses de fruits vides. En ville plânait une odeur putride d'aliments et de cadavres décomposés. Le plus déprimant était de voir les cercueils, tout le long de la route, des milliers de cercueils.

Q : Que restait-il après la catastrophe ?

R : Je n'ai vu que Leninakan. La plupart des bâtiments étaient détruits. Seuls restaient la vieille ville et les petits immeubles, surtout individuels. Les bâtiments élevés qui tenaient encore n'étaient plus bon qu'à la démolition. Le seul immeuble à étages intact était un hôtel construit par des Suédois et des Finlandais.

Leninakan comptait avant la catastrophe 230 mille habitants. On a dit qu'il y a eu 130 mille victimes. Au cours des vingt dernières années, la ville s'était considérablement développée. Au début, on respectait les normes internationales et on ne construisait pas dans cette région à haute activité sismique de bâtiments de plus de 4 étages. Un tremblement de terre, il y a 18 ans environ, ne fit pas de dégâts. On construisit alors des bâtiments de 8 étages. Il y a 10 ans il y eut un nouveau tremblement de terre, sans conséquence. On rajouta encore deux étages à la norme. Et cette fois-ci, tout s'est écroulé. J'ai vu les fondations d'un immeuble construit récemment, je pouvais gratter le ciment avec les doigts. Une grue a tenté de dégager une plaque de béton; elle n'a soulevé que l'armature de fer, le ciment s'effritait. Une centrale nucléaire est située près de la ville. Elle devrait être démantelée en 1995. Si le tremblement de terre l'avait touchée, la tragédie aurait été encore plus terrible.

Q : Quelle était l'attitude des habitants ?

R : Je croyais qu'une semaine après le drame, les gens auraient déjà un peu surmonté le choc. J'ai été surpris par leur effarement. On voyait souvent des scènes où quelques personnes travaillaient et autour d'eux, une masse de badauds. Les soldats aussi ne faisaient que regarder. Les habitants campaient dans les ruines de leur maison, malgré le gel. Ils s'intéressaient peu à leurs voisins; il y avait peu de solidarité. Une fois qu'ils avaient dégagé les corps de leurs proches et rassemblé le reste de leurs biens, ils quittaient la ville. Peu après la tragédie, les autorités ont permis de prendre des produits dans les magasins, à l'exception des hangars et des usines. L'officier de police chargé de notre groupe nous a dit qu'alors, les gens ont tout abandonné, même les vivants sous les décombres, et se sont précipités sur les magasins. On nous a dit que pendant notre

séjour, 25 personnes ont été fusillées pour pillage.

Q : L'aide est-elle arrivée rapidement ? Comment était-elle organisée ?

R : Au début, il n'y avait presque pas d'équipement lourd. On manquait même de pelles, de masses, de haches. Rien n'était organisé. Notre groupe a décidé seul où et que faire. Par contre quand nous sommes partis toute la ville était encombrée d'équipements: bulldozers, grues, perceuses. Les débris étaient emportés dans les champs comme engrais. L'aide alimentaire a commencé à se normaliser une semaine après la catastrophe. Auparavant, seuls ceux qui travaillaient au déblaiement recevaient de la nourriture. Je ne sais pas ce que les autres mangeaient. Après, ils recevaient tous les deux jours une ration: 2 conserves de poissons, 200 gr de saucisse, 100 gr de fromage, du chocolat et des biscuits. Le pain ne manquait pas, mais il fallait faire de longues queues. Ensuite, l'aide alimentaire de l'étranger est arrivée. Les hopitaux étaient en ruine. Des équipes médicales arrivaient de toute l'URSS mais sans matériel. En partant, nous leur avons laissé notre équipement.

Q : Le séisme a-t-il fait oublier le conflit ethnique entre Arméniens et Azéris ?

R : En Arménie, la loi martiale reste en vigueur. En entrant dans la ville, nous avons franchi cinq postes de contrôle. Les Arméniens affirment que les autorités profitent de la catastrophe pour mener contre eux une politique défavorable et que les orphelins ou même des familles entières sont envoyées en Azerbaïdjan. La haine contre les musulmans y est très vive. Tous les hommes auxquels j'ai parlé portaient un long couteau ou un revolver et promettaient de régler leur compte aux Azéris le moment venu. A Erevan, nous avons vu une manifestation sur la grand-place, encerclée par des soldats et des tanks. La tension d'avant le drame demeure importante. Au premier jour, nous avons vu deux cadavres, deux corps d'adolescents que dans l'attente de l'expertise policière, on ne pouvait enterrer car ils avaient été tués non par le séisme mais dans un conflit ethnique.

Q : Comment vous traitaient les Arméniens ?

R : Au début, assez froidement car ils nous prenaient pour des Russes. Quand ils ont appris qui nous étions, leur attitude a changé. Ils gardent un bon souvenir des Polonais qui furent exilés en nombre dans leur région dans les années 40 et 50.

Q : Connaissent-ils Solidarnosc ?

R : Oui, ils ont entendu parler de Solidarnosc, de Lech Walesa et du Pape. Ils s'intéressaient à la Pologne, nous questionnant sur Solidarnosc et ses objectifs. Ils en ont une image tout à fait faussée; j'ai essayé de leur expliquer notre réalité.

Q : Quelle est ton impression globale ?

R : Comme sauveteur professionnel, j'ai connu bien des tragédies. J'ai vu souvent la mort, mais la vue des destructions en Arménie fut pour moi terrible. On est peu de choses. La secousse n'a duré que 40 secondes mais a brisé des dizaines de milliers de vies humaines, avec tout leur labour et leur richesse.